

ENvironnement JEUnesse

Rapport annuel

2021-2022



Environnement
Jeunesse

Table des matières

1. Mot de la direction.....	3
2. À propos.....	4
3. Faits saillants.....	5
4. Équipe.....	6
4.1 Conseil d'administration.....	6
4.2 Personnes employées.....	6
4.3 Membres.....	6
5. Porter la voix des jeunes.....	7
5.1 Du festival au colloque annuel en environnement.....	8
5.2 Accompagnement des jeunes leaders.....	9
5.3 Consultations et débats publics.....	11
6. Exiger la justice climatique.....	14
6.1 Action collective pour le climat au Canada.....	15
6.2 Dialogues pour le climat.....	17
6.3 Collectif du rat musqué et projet BIPOC2COP.....	18
6.4 Démarche de décolonisation.....	22
7. Accompagner les institutions.....	24
7.1 Programme CPE durable.....	25
7.2 Programme Matière verte.....	26
7.3 Programme Cégep Vert du Québec.....	28
7.4 Concours de recyclage de piles.....	29
8. Partenariats et collaborations.....	31

1. Mot de la direction



Il y a déjà six ans, je reprenais le flambeau à la direction générale d'ENvironnement JEUnesse. C'était pour moi un rêve qui se concrétisait de rejoindre l'équipe de l'organisme au sein duquel je m'impliquais depuis mes 16 ans. Les dernières années m'ont énormément appris, m'ont fait vivre de grandes victoires et aussi des moments de découragement. L'état de la planète se dégrade à vue d'œil, la crise climatique nous affecte de plus en plus, et les inégalités sociales s'accroissent.

Avec ENvironnement JEUnesse, j'ai pu jouer un rôle concret pour transformer les milieux éducatifs de la petite enfance au collégial, pour soutenir et amplifier le leadership environnemental chez les jeunes. L'organisme a même reçu la Médaille de l'Assemblée nationale en guise de reconnaissance pour ses luttes, dont la toute première action collective pour le climat au Canada intentée au nom de 3,4 millions de jeunes du Québec. Quel honneur !

Je tiens à dire merci à toutes les personnes qui se sont impliquées avec nous, à l'équipe du cabinet Trudel Johnston & Lespérance et surtout à la jeunesse mobilisée pour le climat : cette distinction vous revient tout autant !

Pour ma part, j'entame une grande transition : je quitterai mon poste à la direction de l'organisme à la fin juin. Si beaucoup de chemin a été parcouru ces dernières années, ce n'est pas terminé pour autant. ENvironnement JEUnesse peut compter sur une équipe forte et engagée.

À la prochaine !

Catherine Gauthier, directrice générale

L'année 2022 s'amorce avec une vague de renouveau. De nouvelles personnes rejoignent l'équipe pour soutenir le développement des projets de l'organisme.

Avec la fin du plan stratégique 2020-2023, la relance des réflexions stratégiques sera l'occasion de réfléchir à notre vision à moyen terme, de prendre un pas de recul sur notre écosystème et de proposer des objectifs structurants pour accomplir notre mission.

La lancée d'ENvironnement JEUnesse se poursuit avec plein de bonnes nouvelles : un nouveau soutien du ministère de l'Éducation nous permettra d'étendre nos activités et notre accompagnement auprès des écoles partout au Québec. Le partenariat jeunesse, soutenu par le Secrétariat à la jeunesse, passera à la vitesse grand V dès la prochaine rentrée scolaire pour outiller les jeunes dans l'action et réaliser des projets locaux.

Comme vous pourrez le lire dans ce rapport annuel, nous avons poursuivi notre démarche de décolonisation et nos actions pour une plus grande justice environnementale et sociale.

À plusieurs reprises, nous avons également contribué à porter la voix des jeunes auprès des décideuses et décideurs. Et du festival au colloque annuel en environnement, nous tissons des liens pour une plus grande résilience communautaire !

Solidairement,

Loïc de Fabritus Gautier, président

2. À propos

Mission

Conscientiser les jeunes du Québec aux enjeux environnementaux, les outiller à travers ses projets éducatifs et les inciter à agir dans leurs milieux.

Vision

ENvironnement JEUnesse est un organisme de référence en éducation environnementale qui vise l'émergence d'une société écocitoyenne. Prônant l'implication citoyenne, ENvironnement JEUnesse est connu et reconnu pour son expertise, ses projets et son réseau dynamique de jeunes, d'intervenantes et d'intervenants engagés. La crédibilité et la notoriété de l'organisme lui permettent d'innover, de favoriser la création de projets par et pour les jeunes, d'initier des partenariats constructifs et de déployer ses activités dans toutes les régions du Québec.

Valeurs

Créativité

Imaginer et créer quelque chose d'original, adapté aux contraintes présentes.

Engagement

Mettre activement sa pensée et ses efforts au service d'une cause.

Justice sociale

Agir en se reposant sur le respect et l'égalité de l'ensemble des droits sociaux, environnementaux, économiques et culturels dans la dignité de tous les êtres humains.

Pensée critique

S'engager dans des activités avec un scepticisme réflexif.

Respect de l'environnement

Démontrer son appréciation du milieu de vie en agissant pour le valoriser et le protéger.

Rigueur

Agir avec l'exactitude et la précision liées au professionnalisme.

Solidarité

Reconnaître l'interdépendance entre les êtres ainsi que l'importance de la diversité (biologique, culturelle, spirituelle, etc.) pour entreprendre et soutenir des initiatives visant à bâtir un monde plus juste où tous les êtres peuvent vivre dans la dignité et la paix.

Transparence

Gérer la prise de décision pour que le processus et ses résultats soient vus et connus de toutes et de tous.

3. Faits saillants

17
régions touchées
à travers le Québec



+400
institutions et
organisations impliquées



1
colloque en
plein air



38
articles publiés
sur le site web



30,2 ans
moyenne d'âge
de l'équipe



28,8 ans
moyenne d'âge
du conseil d'administration



5
communiqués
de presse émis



71
parutions
dans les médias



56
bénévoles incroyables



1 654
heures réalisées
par les bénévoles



13 993
personnes



4 069
personnes



2 303
personnes



5 637
personnes



4. Équipe



« Mon implication m'a donné l'occasion de renforcer mes connaissances et mes compétences sur les questions d'inclusion, d'égalité et de justice environnementale, en plus de raffiner mes connaissances en gouvernance organisationnelle. »

—**Erika Salem**, secrétaire et membre du conseil d'administration d'ENvironnement JEUnesse

ENvironnement JEUnesse est constitué d'une assemblée générale, composée des membres de l'organisme, d'un conseil d'administration élu par cette assemblée, d'une équipe de travail, de personnes employées et contractuelles et de bénévoles.

Le conseil d'administration d'ENvironnement JEUnesse est composé de 11 personnes. De plus, trois postes de membres jeunesse sont réservés à des personnes de moins de 18 ans, afin d'encourager les jeunes à prendre part à la vie démocratique de l'organisme.

4.1 Conseil d'administration

Loïc de Fabritus Gautier, président
Léa Ilardo, vice-présidente politique et communications
David Janzen, vice-président gestion
Eve Lortie-Fournier, trésorière
Erika Salem, secrétaire
Aya Arba (membre jeunesse)
Amélie Beaulé (membre jeunesse)
Caroline Bénard
Victor Boulanger (membre jeunesse)
Maxime Jong
Marouane Joundi
Naoko Mercier
Marie-Ève Paquin

4.2 Personnes employées

Catherine Gauthier, directrice générale
Sarah Lutz, coordonnatrice des programmes éducatifs
Julie-Christine Martin, chargée de projet en environnement
Élise Guerrero, agente de projet en mobilisation
Marianne Renaud Robitaille, agente de projet en mobilisation
Florence Debellefeuille Dunberry, chargée de projet aux communications (jusqu'en avril 2022)
Karim Berraja, chargé de projet aux certifications (août décembre 2021)
Claire Lujan, chargée de projet aux certifications (mai à novembre 2021)
Joé St-Germain, chargé de projet aux certifications (jusqu'en juillet 2021)
Marie-Édith Turcotte-Maltais (stage d'août à décembre 2021)
Raki Sy Savané Koumba (stage de mai à août 2021)

4.3 Membres

L'organisme compte 524 membres dans les catégories suivantes :

- 214 membres collectifs
- 213 personnes membres
- 89 membres de la communauté étudiante
- 6 membres honoraires
- 2 membres corporatifs



5. Porter la voix des jeunes



La programmation du colloque proposait une série de 11 ateliers pour créer un projet unique. Le colloque a ainsi permis le démarrage de trois projets.

L'éducation relative à l'environnement participe à l'émergence d'une société écocitoyenne qui est au cœur de la vision d'ENvironnement JEUnesse. Il s'agit d'une société capable de mettre en place les conditions matérielles, sociales et institutionnelles permettant aux citoyennes et aux citoyens de réfléchir de manière critique aux possibilités d'action et de co-construire l'agir collectif qui leur correspond le mieux dans une perspective transformatrice de justice sociale et environnementale.

Le pouvoir-agir, tant individuel que collectif, peut être illustré à travers l'implication effective des élèves, des étudiantes ou des étudiants, et plus largement, de toute la communauté. En effet, participer aux décisions qui nous concernent est une clé de réussite, que ce soit par le biais du comité environnemental, d'un appel à projet ou d'une consultation publique.

5.1 Du festival au colloque annuel en environnement

L'année a débuté en force avec l'organisation d'un festival printanier et virtuel sous la thématique « Une génération qui pousse ! »

Certaines personnes auront peut-être reconnu le slogan d'ENvironnement JEUnesse utilisé jusqu'au début des années 2000. L'équipe a ainsi choisi de faire un clin d'œil historique dans le nom du festival.

Chaque jeudi du mois d'avril 2021, des activités étaient offertes aux membres des programmes CPE durable, Matière verte et Cégep Vert du Québec. Ces activités abordaient entre autres la justice climatique, le mouvement zéro déchet, la mobilisation environnementale, la pédagogie par la nature et les écoémotions.

C'est en nature et sous les couleurs de l'automne que notre **colloque annuel en environnement** s'est tenu du 22 au 24 octobre 2021 à Trois-Rivières, un territoire non cédé atikamekw. Se former, apprendre, jouer et dormir dehors : cette nouvelle formule du colloque permettait d'allier nos valeurs à plusieurs principes d'éducation relative à l'environnement à l'événement. Sous le thème « Camper les idées », l'objectif principal de la fin de semaine était de faire émerger des projets écocitoyens en outillant les jeunes par de nombreux ateliers.

« L'atelier de sensibilisation sur les peuples autochtones m'a énormément chamboulée. J'espère profondément que le plus de gens possible pourront avoir un contact avec des personnes autochtones aussi beau que celui que j'ai vécu au colloque. Je compte vraiment me renseigner au sujet des personnes autochtones, de les écouter, et de faire en sorte que d'autres les écoutent. »

—**Une personne participante** au colloque annuel en environnement d'ENvironnement JEUnesse



Quelques chiffres :

- Des jeunes impliqués de 12 villes différentes ;
- 8 régions administratives représentées ;
- 11 activités et ateliers stimulants ;
- 100 % des personnes jeunes ayant répondu au sondage se disent mieux outillées pour agir sur les questions environnementales et pour adopter des comportements écocitoyens ;
- 93,6 % comme taux de satisfaction global de l'événement.

Le colloque s'est ouvert avec des échanges décomplexés sur les préoccupations environnementales avec l'organisme Éco-motion. La discussion sur les écoémotions a donné le ton pour le reste de la fin de semaine, en plus de créer un climat de confiance dès le début. L'effet de cette activité a été instantané : les jeunes discutaient ensemble comme s'ils se connaissaient avant de venir au colloque ! Les jeunes ont aussi réfléchi sur leur capacité à prendre du recul dans leur quotidien et ainsi favoriser leur sentiment d'accomplissement et l'entretien d'un espoir actif.

L'une des activités les plus appréciées par les jeunes a été la projection de courts métrages réalisés par des personnes autochtones suivie d'un atelier de sensibilisation par Tayka Raymond, descendante Métis du Manitoba, poète, environnementaliste et ambassadrice pour Wapikoni mobile.

La programmation du colloque proposait également une série de 11 ateliers pour créer

un projet unique. Lors d'un des ateliers, Soraya Elbekkali, cofondatrice du Collectif Noor, a insisté sur la créativité afin de permettre aux jeunes d'approfondir les idées qui les animent et de se poser toutes les bonnes questions dès le démarrage du projet.

Le colloque a permis le démarrage de trois projets imaginés par les équipes qui se sont formées autour d'intérêts communs. L'idéation de ces projets lors du colloque est d'ailleurs le point de départ d'un accompagnement par l'équipe d'ENvironnement JEUnesse pour la concrétisation des projets tout au long de l'année.

5.2 Accompagnement des jeunes leaders

Avec un duo d'agentes de mobilisation, ENvironnement JEUnesse mobilise et outille les jeunes de 15 à 29 ans pour contribuer à la transformation vers une société écocitoyenne.

L'accompagnement personnalisé peut prendre plusieurs formes, qu'il s'agisse de soutenir la formation d'un comité, d'appuyer un comité déjà en marche ou de conseiller une personne qui souhaite réaliser un projet.

Le colloque, riche en apprentissages et en rencontres, a permis la création de trois projets imaginés par les équipes qui se sont formées autour d'intérêts communs :

- Action collective jeunesse a créé un atelier de sensibilisation environnementale aux classes de 4^e année du primaire ;

ENvironnement JEUnesse : partenaire du Plan d'action jeunesse 2021-2024

ENvironnement JEUnesse a obtenu l'appui du Secrétariat à la jeunesse du Québec dans le cadre du Plan d'action jeunesse 2021-2024. Dans ce plan, le gouvernement du Québec reconnaît que « les jeunes et les générations futures seront particulièrement touchés par les répercussions de la crise climatique et par les adaptations nécessaires pour y faire face de la part de toutes et tous ». On reconnaît également que le milieu de l'éducation a un rôle significatif à jouer dans la sensibilisation aux enjeux environnementaux et à la promotion de l'écocitoyenneté.

Les activités d'accompagnement d'ENvironnement JEUnesse auprès des jeunes de 15 à 29 ans sont rendues possibles par l'appui du Secrétariat à la jeunesse du Québec dans le cadre du Plan d'action jeunesse 2021-2024.

Secrétariat
à la jeunesse

Québec



« Ça me donne de l'optimisme de voir qu'actually il y a des choses qui se passent. [...] On voit vraiment que les actions d'ENvironnement JEUnesse peuvent mener quelque part, créer des précédents. J'ai hâte de voir où ça va aller. »

—**Simon Thériault**, président de la Fédération des jeunes francophones du Nouveau-Brunswick (FJFNB)

« [Élise et Marianne] nous partageaient toujours des liens de sources très pertinentes à notre projet. Elles nous faisaient aussi part d'opportunités de financement pour nos projets. »

—**Une jeune ou un jeune** dans le cadre de l'accompagnement offert par ENvironnement JEUnesse



- Moisson nature a permis l'implantation de frigos solidaires dans des cégeps afin de réduire le gaspillage alimentaire et de lutter contre l'insécurité alimentaire ;
- À vélo avec les personnes élues souhaitait organiser une randonnée hivernale à vélo pour sensibiliser la population et les personnes élues aux défis de ce mode de déplacement pendant la saison froide.

Les activités de la dernière cohorte du programme Jeunes leaders pour l'environnement se sont également poursuivies. Le projet collectif de la cohorte, le balado « Poussées de décroissance », sera dévoilé au printemps 2022.

Au cours de l'année 2021-2022, plus de 25 000 \$ en bourses ont été versés afin de soutenir une vingtaine de projets, entre autres en mobilité, en éducation relative à l'environnement, en agriculture urbaine, en consommation responsable et en gestion des matières résiduelles !

5.3 Consultations et débats publics

En juin 2021, les consultations publiques organisées par le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) sur « l'état des lieux et la gestion des résidus ultimes » ont été l'occasion pour ENvironnement JEUnesse de présenter un mémoire traduisant les inquiétudes des jeunes sur la gestion des déchets.

Les jeunes ont exigé du gouvernement qu'il clarifie ce qu'il entend par « résidu ultime », alors qu'une très grande partie des matières résiduelles envoyées à l'élimination ne sont pas en réalité des résidus ultimes. Il est urgent de donner une définition contraignante au résidu ultime afin d'exclure clairement les matières recyclables, les matières organiques et celles qu'on peut réemployer. La réduction à la source, l'éducation et la sensibilisation faisaient partie des autres demandes d'ENvironnement JEUnesse.

Les institutions scolaires doivent également prendre des initiatives concrètes. À titre



« Je demande au gouvernement de se responsabiliser et de rendre le mode de vie zéro déchet accessible pour toutes les personnes. Pour se faire, il faut une réglementation qui impose des restrictions sur les déchets enfouis. »

—**Clémence Roy-Darisse**, membre de la Coalition étudiante pour un virage environnemental et social (CEVES)

d'exemple, le cégep Limoilou, participant au programme Cégep Vert du Québec, organise des activités de sensibilisation chaque année. Grâce à plusieurs mesures, le cégep a diminué de plus de 25 % sa production annuelle de matières résiduelles par rapport à l'année 2014 ! C'est une belle démonstration des impacts que peuvent avoir les institutions.

En septembre 2021, dans le cadre des consultations publiques sur les perspectives de réforme de l'action collective au Québec du ministère de la Justice, ENvironnement JEUnesse a déposé un mémoire dans une volonté de protéger les acquis des dernières réformes qui ont fait du Québec un champion des actions collectives, notamment en matière environnementale. ENvironnement JEUnesse est intervenu sur le critère de proportionnalité ou d'opportunité du mécanisme d'autorisation ainsi que sur la distinction entre mesure réparatrice et reliquat.

Premièrement, la proposition d'ajouter un critère de proportionnalité à l'autorisation est inquiétante. Elle permettrait de refuser certaines demandes d'actions collectives sur la base qu'elles ne sont pas le moyen optimal de régler un problème, puisqu'elles sont coûteuses, requièrent du temps pour être examinées et pourraient être plaidées autrement. Or, l'action collective se doit d'être le plus accessible possible puisqu'elle est l'un des seuls moyens judiciaires permettant de rassembler et de mobiliser les citoyennes et les citoyens autour d'un problème commun, notamment en environnement, et de la recherche de solutions qui dépassent les individus.

Deuxièmement, dans la plupart des cas en environnement, l'action collective va bien au-delà des compensations monétaires. ENvironnement JEUnesse souhaite donc encourager l'utilisation de la mesure réparatrice comme mesure d'indemnisation indirecte des membres de l'action collective, plutôt qu'une indemnisation directe. En d'autres mots, on préfère la réhabilitation d'un milieu naturel, mettre fin à une pollution, mettre à jour une pratique industrielle polluante, etc. qu'une somme en argent versée à des individus.

Le 15 décembre 2021, ENvironnement JEUnesse a présenté une **soumission au Groupe consultatif pour la carboneutralité (GCPC)**. Ce dernier est responsable de fournir des conseils pour le plan de réduction des émissions du Canada d'ici 2030, y compris sur les principaux principes directeurs pour guider l'établissement de cibles pour le secteur du pétrole et du gaz.

Depuis la naissance du régime international du climat, jamais le Canada n'a respecté ses promesses de réduction de gaz à effet de serre. Pour ENvironnement JEUnesse et une majorité de jeunes, ce constat est décourageant et engendre des sentiments d'impuissance, de peur, de tristesse et de culpabilité. Si le Canada souhaite respecter ses engagements découlant de l'Accord de Paris, entre autres pour limiter le réchauffement mondial en-deçà de 1,5 °C, il doit impérativement mettre fin aux énergies fossiles. Des projets de pipeline comme ceux de Trans Mountain, de Coastal Gaslink ou les forages pétroliers qui se multiplient dans l'Est du Canada sont inacceptables et incohérents avec les objectifs du Canada !



Des membres de la cohorte du programme Jeunes leaders pour l'environnement ont participé au colloque à l'automne 2021.

Dans le rapport « Trajectoire pour la carboneutralité » du GCPC, on peut lire que « les jeunes doivent continuer à être entendus et à être responsabilisés pour façonner une vision d'un avenir qui est à même de réaliser leurs aspirations et leurs rêves. » Pour ENvironnement JEUnesse, les plus jeunes générations ne sont pas davantage responsables que les autres générations ; les jeunes doivent effectivement « être entendus », mais l'idée de « responsabiliser » fait peser un fardeau injuste sur les plus jeunes. Les différents ordres de gouvernement, en particulier au niveau fédéral, doivent agir !

En plus des différentes consultations publiques, ENvironnement JEUnesse a pris part au **mouvement Vire au vert dans le cadre des élections municipales**. En bref, Vire au vert est une initiative de mobilisation citoyenne non partisane pour mettre les enjeux environnementaux au cœur des élections au Québec.

Dans une lettre ouverte publiée dans Le Soleil à l'été 2021, ENvironnement JEUnesse et une vingtaine d'associations et d'organisations

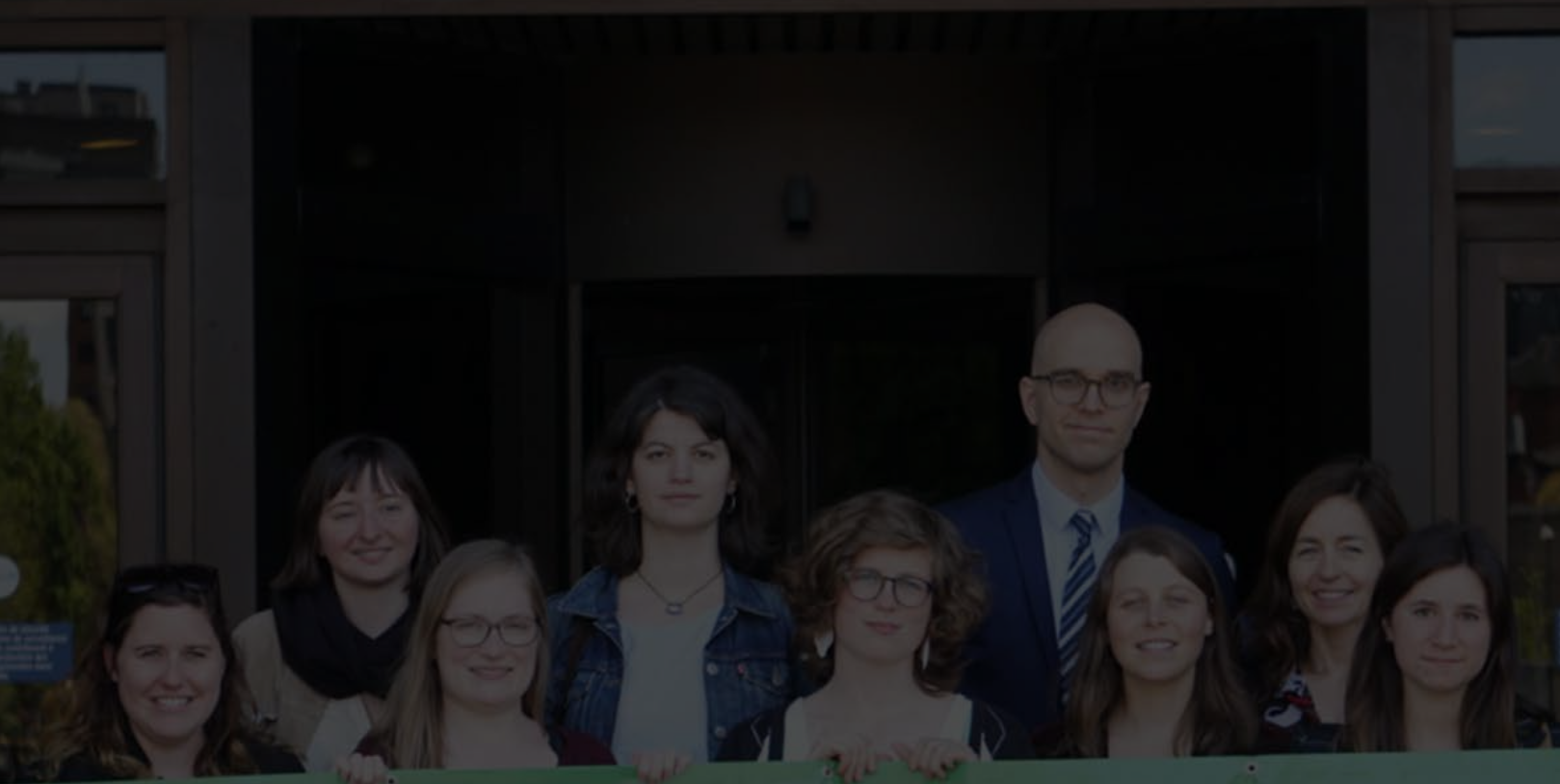
jeunesse, ont demandé aux candidates et candidats du palier municipal d'adopter en priorité les propositions du mouvement de mobilisation citoyenne Vire au vert dans leurs plateformes électorales.

De manière originale, Eva, Gaspard et Arthur ont créé sur le jeu vidéo Minecraft une ville imaginaire au Québec, Verteville, aux prises avec des problèmes environnementaux, mais où les habitantes et les habitants s'intéressent aux élections municipales. Les trois jeunes de 13 ans ont ainsi construit un endroit pour débattre et un autre pour voter.

Si le moyen utilisé se veut ludique, le message des jeunes est sérieux et puissant. Les municipalités jouent un rôle crucial dans la mise en place de la transition écologique. Les décisions que prennent nos mairies ont une incidence directe sur nos quotidiens : le verdissement et l'aménagement des quartiers, l'accès à des aliments sains et locaux, la qualité de l'eau du robinet, la gestion des déchets, le transport collectif, la présence de pistes cyclables, etc.

PALAIS DE JUSTICE

10, rue Saint-Antoine Est



6. Exiger la justice climatique

Environnement Jeunesse



« Les tribunaux canadiens ne peuvent rester muets pendant que les droits fondamentaux des jeunes sont violés par le gouvernement. D'autres cours de justice dans le monde ont entendu et statué sur des recours comme le nôtre. La justice canadienne peut le faire aussi. »

—**Catherine Gauthier**, membre désignée de l'action collective et directrice générale d'ENvironnement JEUnesse

Le 26 novembre 2018, ENvironnement JEUnesse déposait la toute première action collective contre le gouvernement canadien pour avoir failli à protéger les droits humains des enfants et des jeunes de 35 ans et moins du Québec. La jeunesse détient des droits comme toute personne, et elle exige des actions à la hauteur de la crise climatique. Cette démarche est au cœur de l'importante bataille à mener sur plusieurs fronts : audiences et consultations publiques, campagnes de sensibilisation ou mobilisations de masse pour exiger des actions climatiques immédiates.

Le système capitaliste dans lequel nous évoluons a créé quelques gagnants et beaucoup de perdants, en plus de surexploiter la nature. Il est temps de rétablir la justice et de réparer le tissu social, de penser aux gens plutôt qu'au profit, et ce, immédiatement. Les principes de justice environnementale et sociale guident ainsi nos actions.

6.1 Action collective pour le climat au Canada

Selon le rapport « Nés au cœur de la crise climatique » publié par Save the Children International en 2021, « un enfant né en 2020 connaîtra en moyenne deux fois plus d'incendies de forêts, 2,8 fois plus de mauvaises récoltes, 2,6 fois plus de sécheresses, 2,8 fois plus de crues de rivières et 6,8 fois plus de canicules au cours de sa vie, qu'une personne née en 1960 ».

On peut ainsi démontrer à quel point les enfants et les jeunes font face à des risques disproportionnellement plus grands que leurs

parents, leurs grands-parents, leurs arrière-grands-parents... Il est important de reconnaître que les enfants victimes d'inégalités sociales sont encore plus vulnérables face aux impacts de la crise climatique.

Dans l'affaire portée par ENvironnement JEUnesse, les personnes représentées sont les Québécoises et les Québécois ayant 35 ans ou moins au moment du dépôt de la demande d'action collective. Il s'agit alors de 3,4 millions d'enfants et de jeunes, ce qui en fait la plus grande action collective au monde ! On sait également que l'action collective a le pouvoir de transformer toute la société : « en réaction à une action collective ou pour en prévenir une, les entreprises et les gouvernements changent leurs pratiques. » (TJL, 2021)

Selon le Rapport d'inventaire national des émissions au Canada publié en 2021, les émissions de GES sont passées de 602 millions de tonnes (Mt) de CO₂ éq. à 730 Mt CO₂ éq. de 1990 à 2019. Ainsi, les émissions du Canada ont augmenté de plus de 21 % depuis 1990. En d'autres mots, le Canada a systématiquement et grossièrement raté toutes les cibles de réduction des GES qu'il s'est lui-même fixées depuis une trentaine d'années.

Ce comportement du gouvernement du Canada porte atteinte à plusieurs droits protégés par la Charte canadienne des droits et libertés (Charte canadienne) ainsi que la Charte des droits et libertés de la personne (Charte québécoise). Plus particulièrement, trois droits sont identifiés.



« La demande déposée fait valoir que les tribunaux canadiens ont un rôle crucial à jouer pour résoudre la crise climatique. Ils ne peuvent l'abandonner sous prétexte qu'elle soulève aussi des enjeux politiques, économiques et sociaux complexes. La jurisprudence est claire : les tribunaux ont le devoir de trancher les questions de constitutionnalité qui leur sont soumises et la conduite du gouvernement ne peut échapper à l'autorité du pouvoir judiciaire. »

—**Me Bruce Johnston**, avocat chez Trudel Johnston et L'Espérance

Premièrement, les vagues de chaleur dévastatrices, la propagation de maladies infectieuses, les feux de forêts, les événements météorologiques extrêmes, les inondations ou les sécheresses sont autant de manifestations tangibles des dangers du réchauffement de la planète, sans compter les impacts sociaux ou économiques. Ces conséquences sont une menace directe et bien réelle au droit à la vie et à la sécurité de sa personne protégé par l'article 7 de la charte canadienne et par l'article 1 de la charte québécoise.

Deuxièmement, la requête s'appuie sur le droit à l'égalité présenté à l'article 15 de la charte canadienne et à l'article 10 de la charte québécoise. En adoptant des cibles dangereuses pour le climat et en agissant de manière à ce que ces cibles insuffisantes ne soient jamais atteintes, le gouvernement du Canada agit de manière discriminatoire envers les membres du groupe. Non seulement le Canada adopte un comportement qui favorise à court terme les intérêts économiques de personnes issues des générations précédentes, mais les plus jeunes générations subiront plus longtemps et plus violemment les conséquences climatiques de l'inaction gouvernementale.

Troisièmement, le Canada viole le droit de vivre dans un environnement sain et respectueux de la biodiversité figurant à l'article 46.1 de la charte québécoise. Bien que ce dernier spécifie une protection « dans la mesure et suivant les normes prévues par la loi », le gouvernement du Canada agit en contrevenant à ses obligations découlant de la Loi canadienne sur la protection de l'environnement.

Après le dépôt de la demande d'autorisation d'exercer une action collective le 28 novembre 2018, ENvironnement JEUnesse a présenté sa demande pour exercer une action collective à la Cour supérieure du Québec le 6 juin 2019. Le 11 juillet 2019, la Cour supérieure du Québec a rendu son jugement dans lequel elle refuse d'accorder à ENvironnement JEUnesse l'autorisation d'exercer une action collective au nom de toutes et tous les jeunes Québécoises et Québécois de 35 ans et moins contre le gouvernement du Canada.

Le 16 août 2019, ENvironnement JEUnesse a porté le jugement en appel ; une nouvelle audience a eu lieu devant les juges de la Cour d'appel du Québec le 23 février 2021. Le 13 décembre 2021, la Cour d'appel du Québec a renversé la décision de première instance, selon qui les questions soumises au tribunal par ENvironnement JEUnesse sont justiciables. Selon la Cour d'appel, les questions relèvent plutôt des organes législatif et exécutif du gouvernement.

Pourtant, on sait aujourd'hui que les impacts irréversibles des changements climatiques sont des menaces à notre vie, à notre sécurité et à notre environnement. Selon nous, le Canada a l'obligation de protéger les droits des jeunes dans le contexte de la crise climatique. Que cela soit interprété comme des actions positives en droit ou non ne devrait pas nous empêcher de mener notre action collective. Le gouvernement du Canada a adopté des cibles de réduction des émissions de gaz à effet de serre en sachant que ces cibles étaient dangereuses. En soi, c'est une action qui est fautive, qui met en péril nos droits fondamentaux.



Le collectif du rat musqué a créé le projet BIPOC2COP. ENvironnement JEUnesse a soutenu le collectif en offrant toutes ses accréditations à la conférence de Glasgow.

En outre, les enjeux de société comportent toujours plusieurs aspects. « Est-ce que le comportement du gouvernement viole les droits des jeunes ? », ça, c'est une question fondamentalement juridique que seuls les tribunaux peuvent résoudre. Les tribunaux ont le devoir de trancher cette question et le gouvernement canadien ne peut pas échapper à l'autorité du pouvoir judiciaire. On ne demande pas à la cour de dire au gouvernement quelle série de mesures ou de politiques devraient être mises en place.

Considérant l'importance de la question, ENvironnement JEUnesse a soumis une demande d'autorisation d'appel à la Cour suprême du Canada le 11 février 2022.

Si l'appel est accordé et qu'ENvironnement JEUnesse remporte sa cause, voici les trois demandes formulées aux tribunaux :

1. Déclarer que le gouvernement viole les droits fondamentaux des jeunes par ses actions et ses omissions en matière climatique ;
2. Obliger le gouvernement à cesser les violations ;

3. Demander le versement de dommages punitifs représentant 100 \$ par Québécoise et Québécois de 35 ans ou moins, soit une somme d'environ 340 millions de dollars à investir collectivement dans la lutte contre les changements climatiques.

6.2 Dialogues pour le climat

Si le contexte des conférences des parties (CdP) ou « Conférences of the Parties » (COP) est un moment charnière de la diplomatie et de la coopération internationale pour la lutte contre les changements climatiques, la CdP-26 (ou COP26 en anglais) revêtait une grande importance pour l'atteinte des objectifs fixés à Paris en 2015 lors de la CdP-21.

La mobilisation de la société civile lors de ces événements a largement contribué à générer une ambition climatique rehaussée et à atténuer le fossé entre les délégations participantes aux espaces de négociations formels et le reste de la population.

Or, la participation de la société civile à la conférence de Glasgow était compromise par les

restrictions et limites de participation liées à la pandémie.

Dans ce contexte, plusieurs organisations de la société civile québécoise ont créé les « Dialogues pour le climat », une initiative plurielle et ouverte à plusieurs organisations de la société civile.

Plus spécifiquement, les personnes impliquées dans la construction des « Dialogues pour le climat » œuvrent au sein de COPTICOM, d'ENVironnement JEUnesse (ENJEU), de la Fédération des travailleurs et des travailleuses du Québec (FTQ), de la Fondation David Suzuki, d'Oxfam-Québec, du Projet de la réalité climatique Canada, du Réseau action climat Canada (CAN-Rac) et de l'Université de Sherbrooke.

Tenue en parallèle des négociations climatiques à Glasgow, en Écosse, la série d'événements dans le cadre des « Dialogues pour le climat » a représenté deux semaines de rencontres intersectorielles visant à démontrer un consensus sur le besoin de rehausser l'ambition climatique pour répondre aux objectifs de l'Accord de Paris.

Du 1^{er} au 12 novembre 2021, les « Dialogues pour le climat » ont proposé des rencontres intersectorielles et virtuelles dans une programmation portée par des groupes de la société civile du Québec.

Au total, la série de 40 événements et plus de 100 panélistes a été un succès ! Pour une première édition, on a compté 1 150 participations à l'ensemble des activités des « Dialogues pour le climat ».

De ce nombre, on relève 138 personnes participantes à des activités auxquelles participaient des jeunes leaders, des membres du conseil d'administration ou des personnes collaboratrices d'ENVironnement JEUnesse.

Afin de « Passer des Dialogues aux actes », le comité organisateur a également produit une boîte à outils de la société civile du Québec pour s'approprier les enjeux climatiques.

6.3 Collectif du rat musqué et projet BIPOC2COP

La participation des jeunes Canadiennes et Canadiens aux CdP sur le climat s'est intensifiée à partir de 2005, date à laquelle la CdP-11 s'est tenue à Montréal.

Dès l'année suivante, la Coalition canadienne des jeunes pour le climat envoie une délégation jeunesse canadienne. Au tournant de 2015, avec le sommet de Paris, la délégation de la jeunesse canadienne s'est agrandie et a commencé à inclure davantage de jeunes autochtones et racisés.

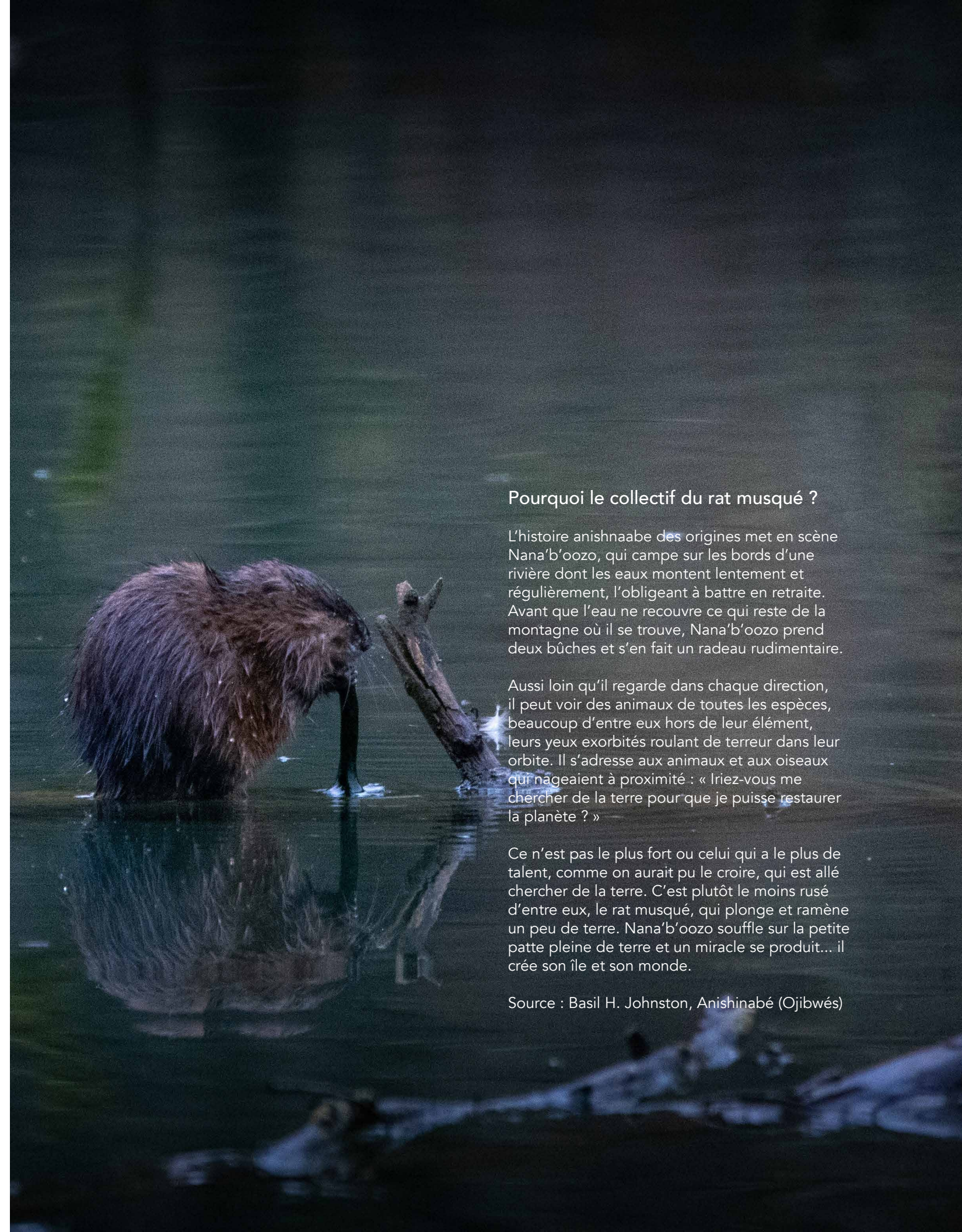
Lorsque la Coalition canadienne des jeunes pour le climat a cessé ses opérations vers 2017, il n'y avait pas de structure pour soutenir et supporter les jeunes autochtones et racisés qui font face à des défis significatifs pour participer aux négociations climatiques internationales : besoin de financement, enjeux culturels et capacités limitées, entre autres.

La conférence de Madrid en 2019 et celle de Glasgow en 2021 ont été des moments importants avec une plus grande participation de personnes participantes autochtones et racisées, ce qui a permis de créer un collectif.

Le collectif du rat musqué (traduction libre de « Muskrat Collective ») est une plateforme ouverte visant à soutenir des délégations formées entièrement de personnes jeunes autochtones et racisées, sans structure de gouvernance formelle.

Le collectif du rat musqué a créé le projet BIPOC2COP. En anglais, le terme « BIPOC » désigne les personnes autochtones, noires et de couleur (traduction libre de « Black, Indigenous and People of Color »), et « 2COP » signifie à la conférence des parties (traduction libre de « to Conferences of the Parties » ou « COP »).

Le projet compte une équipe et un conseil d'administration dont les membres sont des jeunes. Son objectif est notamment d'offrir un soutien pour permettre aux jeunes de participer à la conférence des parties : support financier, accréditation et formation.



Pourquoi le collectif du rat musqué ?

L'histoire anishnaabe des origines met en scène Nana'b'oozo, qui campe sur les bords d'une rivière dont les eaux montent lentement et régulièrement, l'obligeant à battre en retraite. Avant que l'eau ne recouvre ce qui reste de la montagne où il se trouve, Nana'b'oozo prend deux bûches et s'en fait un radeau rudimentaire.

Aussi loin qu'il regarde dans chaque direction, il peut voir des animaux de toutes les espèces, beaucoup d'entre eux hors de leur élément, leurs yeux exorbités roulant de terreur dans leur orbite. Il s'adresse aux animaux et aux oiseaux qui nageaient à proximité : « Iriez-vous me chercher de la terre pour que je puisse restaurer la planète ? »

Ce n'est pas le plus fort ou celui qui a le plus de talent, comme on aurait pu le croire, qui est allé chercher de la terre. C'est plutôt le moins rusé d'entre eux, le rat musqué, qui plonge et ramène un peu de terre. Nana'b'oozo souffle sur la petite patte pleine de terre et un miracle se produit... il crée son île et son monde.

Source : Basil H. Johnston, Anishinabé (Ojibwés)

Sharing Experiences from Youth Delegates to COP26

« I wouldn't have even thought going to COP26 was a possibility for me before BIPOC2COP made it a reality and made sure I was prepared for the logistics and the emotional strain. The advice from BIPOC radical organizers who have gone to these conferences countless times on how to keep myself safe while making change was super helpful. I have connected with youth climate strike groups with anti-oppression and decolonization trainings, co-organized projects that have "Canadian" groups engage in solidarity with frontline activists internationally instead staying inside the Global North privilege bubble, and learned how inaccessible formal politics is for youth and BIPOC even when we're in the building so I am even more passionate to change that in the future. »

—**Aliya Hirji**, Climate Strike Canada

« It is very motivating to hear other Indigenous youth from other Nations. [To apply what I learned from my experience at COP26], I am working with my community, Pessamit, on a land protection project (Pipmuakan) and I also built a conference for the Indigenous students of Université de Montréal where I work. »

—**Samuel Rainville**, Mikana

« [The project team] were really amazing and available to us. They made us feel welcome and wanted and that they were there to assist us in any way they could. I really appreciate the opportunities we got because of their dedication. [...] I want to make sure there are other Black Canadian youths that can find their way to COP [...]. I also want to share the stories and experiences so that I can raise further awareness on the effects of environmental racism and climate change in marginalized communities in Canada. »

—**Tyjana Connolly**, Canadian Coalition for Environmental and Climate Justice



Témoignages des jeunes déléguées et délégués à la CdP-26

« Je n'aurais même pas pensé que participer à la CdP-26 était une possibilité pour moi avant que le projet BIPOC2COP l'ait rendu possible, en veillant à ce que je sois préparée pour les aspects logistiques et la charge émotionnelle. Les conseils des organisatrices et organisateurs qui ont pris part à de nombreuses conférences pour m'aider à prendre soin de moi tout en prenant part au changement m'ont été très utiles. J'ai pu tisser des liens avec des groupes organisant des grèves pour le climat, participé à des formations sur l'anti-oppression et la décolonisation, co-organisé des projets avec l'appui de groupes "canadiens" solidaires aux communautés de première ligne au lieu de rester dans une bulle privilégiée du Nord, et j'ai vu à quel point les enjeux de politique sont inaccessibles aux jeunes et aux personnes BIPOC, même lorsqu'on se trouve dans un lieu commun, ce qui m'amène à être encore plus déterminée à changer les choses dans le futur. »

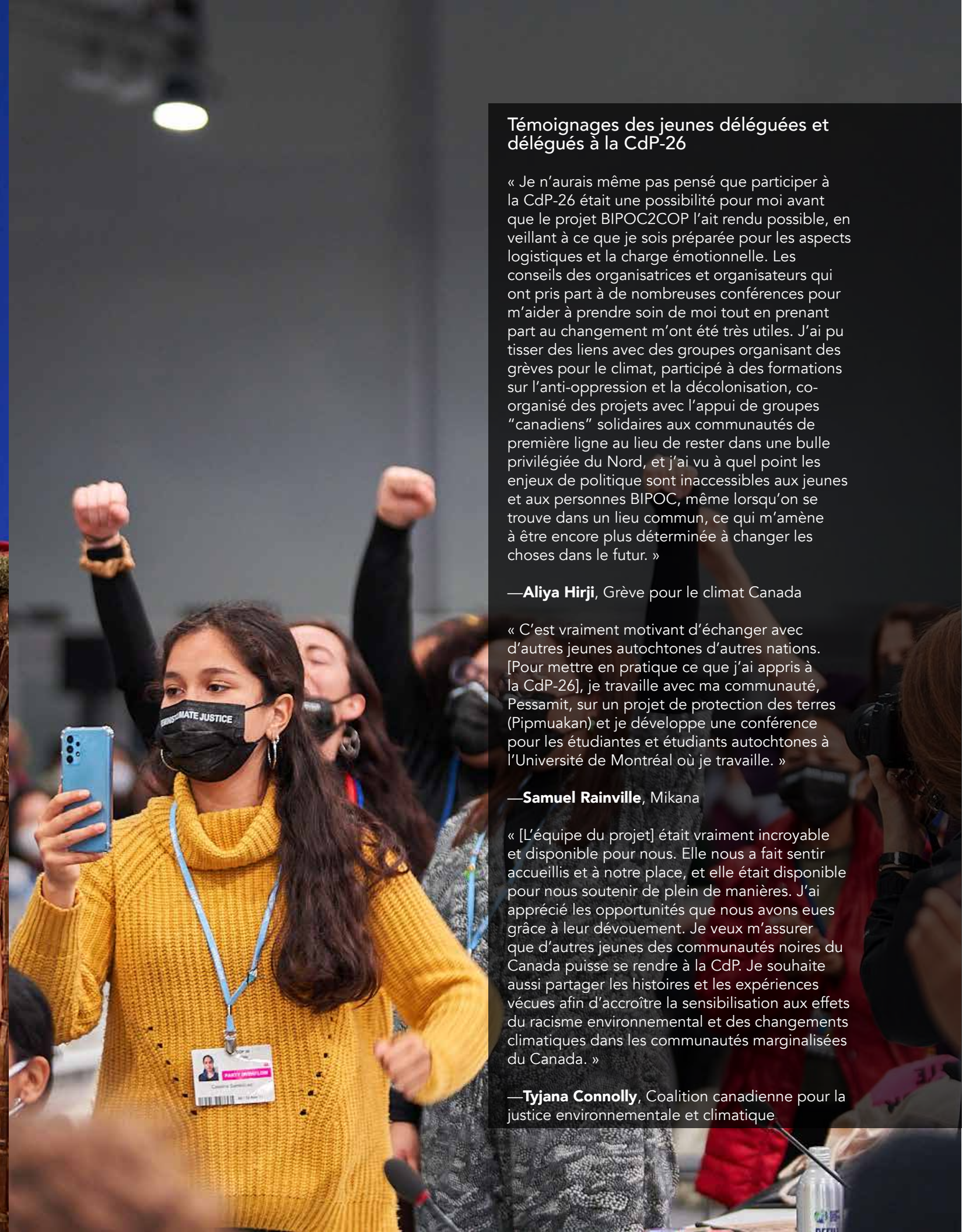
—**Aliya Hirji**, Grève pour le climat Canada

« C'est vraiment motivant d'échanger avec d'autres jeunes autochtones d'autres nations. [Pour mettre en pratique ce que j'ai appris à la CdP-26], je travaille avec ma communauté, Pessamit, sur un projet de protection des terres (Pipmuakan) et je développe une conférence pour les étudiantes et étudiants autochtones à l'Université de Montréal où je travaille. »

—**Samuel Rainville**, Mikana

« [L'équipe du projet] était vraiment incroyable et disponible pour nous. Elle nous a fait sentir accueillis et à notre place, et elle était disponible pour nous soutenir de plein de manières. J'ai apprécié les opportunités que nous avons eues grâce à leur dévouement. Je veux m'assurer que d'autres jeunes des communautés noires du Canada puisse se rendre à la CdP. Je souhaite aussi partager les histoires et les expériences vécues afin d'accroître la sensibilisation aux effets du racisme environnemental et des changements climatiques dans les communautés marginalisées du Canada. »

—**Tyjana Connolly**, Coalition canadienne pour la justice environnementale et climatique





« Avec les formations de Mikana, j'ai vraiment eu un choc de voir à quel point les médias dépeignent mal les humains derrière les revendications des Premiers Peuples. »

—**Joé St-Germain**, ancien chargé de projet aux certifications chez ENvironnement JEUnesse

Le projet s'adresse aux jeunes autochtones et racisés, et des personnes de tout âge peuvent jouer un rôle de mentorat. Cette formule permet ainsi un passage de savoir intergénérationnel.

Dans le cadre de ce projet, ENvironnement JEUnesse a soutenu le collectif en offrant toutes ses accréditations à la conférence de Glasgow. Grâce à des efforts concertés avec plusieurs organisations, plus de 30 jeunes délégués ont pu prendre part à la conférence de Glasgow, dont au moins 25 jeunes personnes participantes au sein de délégations formées entièrement de personnes jeunes autochtones et racisées.

Parmi les organisations soutenues, on compte « Canadian Coalition for Environment and Climate Justice » (CCEJC), « Indigenous Climate Action » (ICA), « Inuit Circumpolar Council / National Inuit Youth Council (ICC/NIYC), « Kahnawà:ke Collective Impact » (KCI), une délégation de protectrices et protecteurs du territoire de la côte Ouest et la toute première délégation jeunesse de personnes noires.

6.4 Démarche de décolonisation

Les démarches de l'organisme pour la justice climatique nous ont permis d'entamer une réflexion collective au sein du conseil d'administration et de l'équipe d'ENvironnement JEUnesse : la lutte pour une justice climatique est nécessaire pour tous les groupes vivant des oppressions systémiques. C'est ainsi que nous avons pris conscience de l'importance de solidariser nos actions.

Les luttes pour les droits autochtones, contre le racisme systémique, contre les violences sexuelles, pour l'équité entre les genres et l'équité intergénérationnelle sont non seulement des luttes extrêmement importantes, mais elles sont également toutes liées à la lutte contre la crise climatique. **Les oppressions systémiques causent une crise climatique, en plus d'avoir pour effet d'amplifier les injustices.**

En 2020, les membres du conseil d'administration et de l'équipe d'ENvironnement JEUnesse se sont donné pour objectif de prendre conscience de l'intersectionnalité des luttes et d'intégrer la diversité et l'inclusion dans notre structure, nos pratiques et nos prises de positions.

Pourquoi ? Parce que nous voulons être capables, par nos actions, de déconstruire les structures d'injustice pour construire un monde plus juste. Nous voulons adopter une posture active dans les luttes contre les oppressions.

C'est donc en toute humilité que nous nous plongeons dans cette démarche, tout en ayant conscience que nous sommes relativement homogènes en matière d'identités et de privilèges.

De plus, nous nous engageons à continuellement nous poser des questions, à nous informer et surtout à écouter. Pour lancer ces réflexions et discussions, nous avons commencé par prendre le temps de nous familiariser avec les principaux concepts et enjeux liés à certaines de ces luttes.



Au-delà des petits pas, les membres du conseil d'administration et de l'équipe travaillent à revoir nos pratiques pour véritablement incarner nos valeurs.

Nous avons eu la chance d'assister à une première formation d'Inclusion Jeunesse dont la mission est d'accompagner les organismes dans leur démarche pour offrir un espace inclusif et accueillant pour chacune et chacun. Nous avons reçu un accompagnement de l'organisme Mikana nous outillant sur les réalités et perspectives des Premiers Peuples.

Cette meilleure compréhension de certaines luttes anti-oppressions nous a permis de faire un pas de plus et de poser des actions pour éliminer certains freins dans nos activités. Par exemple, lors de notre colloque annuel en environnement, nous avons opté pour une inscription gratuite pour toutes et tous (activités, repas et hébergement compris).

Nous reconnaissons le potentiel et l'importance de sensibiliser nos différents publics aux enjeux autochtones au travers de nos activités. Ce fut d'ailleurs le cas lors d'un atelier de Tayka Raymond, coordonnatrice de la tournée Cinéma qui roule de Wapikoni mobile, lors du colloque en octobre 2021.

Lors de la journée de formation et de partage de bonnes pratiques du programme Cégep Vert du Québec en février 2022, les membres ont notamment pu aborder l'éducation relative à l'environnement et l'éducation autochtone en présence de trois panélistes autochtones.

Au-delà des petits pas, les membres du conseil d'administration et de l'équipe travaillent à revoir nos pratiques pour véritablement incarner nos valeurs. Un changement de culture organisationnelle peut prendre du temps, et le chemin de la décolonisation exige des formations et des efforts soutenus en continu.

Nous avons choisi d'agir pour le respect des droits autochtones, entre autres car ils sont un puissant levier pour la justice sociale et environnementale, de même que pour le respect des droits de la nature dont nous faisons partie.

Un comité inclusion et anti-oppression s'est d'ailleurs formé au sein du conseil d'administration pour réfléchir et planifier des actions sur ces enjeux dans notre plan de développement organisationnel.

7. Accompagner les institutions



« Nous pouvons fièrement dire que nous avons mené de belles actions en lien avec le programme CPE durable et même que le contexte de pandémie a eu une influence positive sur certaines de nos pratiques environnementales. Nous avons développé un intérêt marqué pour l'éducation par la nature. Nous avons trouvé du financement pour acheter de l'équipement pour faire de nouvelles activités extérieures. Maintenant, on peut dire fièrement qu'on sort patauger dans les flaques d'eau sous la pluie et qu'on fait dodo dehors même s'il fait un peu froid. »

—**Caroline Arel**, directrice générale du CPE Le Jardin des Frimousses

« Je suis fier que l'éducation relative à l'environnement se traduise dans les projets des CPE de Vaudreuil-Soulanges. Par exemple, le CPE la Relève Vaudreuil-Soulanges collabore avec la campagne citoyenne l'Effet papillon afin de reverdir son quartier et ainsi aider le monarque. Ce sont des initiatives que la MRC appuie avec enthousiasme. »

—**Patrick Bousez**, préfet de la MRC de Vaudreuil-Soulanges et maire de Rivière-Beaudette



Nous avons la certitude que les milieux éducatifs jouent un rôle essentiel dans le développement d'une société écocitoyenne. C'est pourquoi ENvironnement JEUnesse offre trois programmes d'accompagnement et de certification en éducation relative à l'environnement. De la petite enfance au cégep, en passant par les écoles primaires et secondaires, les programmes CPE durable, Matière verte et Cégep Vert du Québec encouragent l'implication et l'engagement des jeunes, du personnel, des parents et des institutions dans le chemin vers l'écocitoyenneté et l'éducation relative à l'environnement.

ENvironnement JEUnesse contribue au vouloir-agir en motivant les jeunes et les institutions par plusieurs moyens : tisser des liens avec un réseau engagé et inspirant, bénéficier d'un rayonnement ou recevoir une reconnaissance. D'autres activités incitent les personnes et les groupes à passer à l'action avec des projets motivants, comme le concours de recyclage de piles.

7.1 Programme CPE durable

Le programme CPE durable offre une expertise et un accompagnement en environnement adaptés aux milieux de la petite enfance. Seule démarche de développement durable pour la petite enfance reconnue par le ministère de la Famille, le programme permet aux établissements membres d'améliorer leurs pratiques de gestion durable et d'éducation relative à l'environnement.

En 2021-2022, le programme CPE durable a reconnu :

- 50 établissements certifiés dans 12 régions ;
- 79 établissements de la petite enfance engagés, dont 3 CPE certifiés niveau excellence ;
- 112 activités de formation en environnement.

Plusieurs établissements ont réalisé des initiatives inspirantes en environnement. C'est le cas du CPE La Becquée qui a conçu un potager urbain dans chacune de ses trois installations à Limoilou



À l'école secondaire de l'Odyssee, le cours Éco plein air permet aux élèves de 5^e secondaire de s'initier aux activités de plein air.

et à St-Isidore. De manière originale, le **Jardin d'enfants Le Baobab** à Longueuil, a permis aux enfants de se familiariser avec l'agriculture en instaurant une correspondance entre les enfants de producteurs maraîchers et les enfants de l'établissement.

Le **CPE La Chiffonnelle**, situé à Lévis, a usé de sa créativité pour convertir un vieux module de jeu en nouveau matériel pédagogique. Au niveau alimentaire, le **CPE de l'Anse aux Lièvres**, réunissant trois installations dans des quartiers centraux de Québec, a instauré un frigo partage, alors que le **CPE.BC des Lutins**, situé à Saguenay, collabore avec l'organisme plateforme bioalimentaire boréale Solidar afin d'accéder à de nouveaux milieux naturels en plus de développer une entente d'approvisionnement.

À l'automne 2021, les membres du programme CPE durable ont pu suivre une formation sur l'éducation relative à l'environnement dans les milieux de la petite enfance. La formation offrait un mélange de théories et de pratiques avec Hugue Asselin du Centre de recherche en éducation et formation relatives à l'environnement et à l'écocitoyenneté

(Cent'ERE), Caroline Arel du CPE Le Jardin des Frimousses à Lachine, Anik Bordeleau du CPE La Bottine Souriante à Shawinigan et Andrée-Ann Legris du CPE Le Petit Sentier à Montréal.

Au printemps 2022, une activité de réseautage couplée d'une formation sur la gestion des matières résiduelles a aussi été offerte. La formation comprenait un atelier sur les sorties zéro déchet et un atelier sur l'implantation du compostage avec Laure Caillot, cofondatrice, Incita • coop-conseil zéro déchet, Louise Chrétien du CPE Vallée Sourire, Isabelle Girard du CPE Jardin des Frimousses et Marie-Josée Tremblay du CPE Passe-Partout. Les activités en format numérique ont permis de rejoindre encore davantage de personnes que lors des éditions précédentes.

7.2 Programme Matière verte

ENvironnement JEUnesse offre le programme d'accompagnement et de certification Matière verte aux écoles primaires et secondaires du Québec, tant publiques que privées. Pour cette deuxième année, le programme bénéficie du soutien du ministère de l'Éducation. Dans les



« Ce qui est intéressant du cours Éco plein air, c'est qu'on développe des compétences concrètes qui s'appliquent dans la vie de tous les jours. C'est formidable de savoir qu'une personne de 16 ans est en mesure de se débrouiller seule dans la forêt, ou encore qu'elle soit certifiée par la Croix-Rouge dans le cadre de son parcours scolaire. »

—**Nicolas Busque**, enseignant à l'école secondaire de l'Odyssee à Valcourt

Il y a vraiment une belle synergie entre nos établissements et c'est touchant de constater que la sensibilisation à l'environnement grandit d'année en année à Sainte-Anne et que les activités des comités verts de chaque établissement évoluent en même temps que les jeunes et leurs préoccupations. »

—**Isabelle Valiquette**, directrice des ressources matérielles et développement durable au collège Sainte-Anne



derniers mois, 31 écoles se sont engagées dans la démarche qui offre des activités de formation et accompagne les comités dans des projets locaux, en plus de permettre le rayonnement des initiatives inspirantes.

En 2021-2022, le programme Matière verte a reconnu :

- 27 établissements membres dans 12 régions du Québec ;
- 4 écoles ayant obtenu le niveau 1 du volet certification ;
- 16 écoles secondaires, 9 écoles primaires, 1 centre éducatif et 1 école alternative ;
- Un réseau qui rejoint près de 25 000 élèves.

ENvironnement JEUnesse tient à souligner des projets locaux inspirants, dont celui de l'école **Saint-Étienne** à Montréal, certifiée niveau 1 pour l'année scolaire 2020-2021. L'école a banni les ustensiles à usage unique pour le service de garde et le service traiteur des lunchs. Le virage s'est opéré en pleine pandémie, allant à contre-courant du retour en force des articles à

usage unique. Les élèves étaient ravis d'utiliser finalement des ustensiles déjà présents dans leurs sacs et de poser ce geste pour la planète. Les parents aussi ont très bien compris et appliqué cette mesure.

L'école **secondaire Calixa-Lavallée**, située à Montréal-Nord, est en voie d'avoir son propre jardin hydroponique, soit un jardin intérieur permettant de cultiver des plantes, telles que des laitues, légumes et fines herbes, sans avoir besoin de terre. Les racines puisent alors leurs nutriments directement dans l'eau et sont éclairées par des lumières artificielles. À terme, le jardin permettra à l'école de faire pousser 98 plants qui pourront être utilisés dans différents projets, comme la mise en place d'un bar à salade temporaire ou la réalisation de bouquets de fleurs comestibles pour des célébrations telles que la fête des Mères, par exemple.

À l'**Académie les Estacades**, située à Trois-Rivières, la mobilité durable occupe une place importante. L'Académie est passée de la parole aux actes en offrant plusieurs activités de



Au collège Sainte-Anne, les élèves participent au projet de potager.

formation et de sensibilisation sur la thématique de la mobilité durable : une conférence sur les impacts environnementaux de la voiture et les bénéfices de la mobilité durable a eu lieu à l'école et a été enregistrée afin que les élèves puissent la visionner ultérieurement. Des formations sur la mise au point d'un vélo seront aussi offertes aux élèves de l'Académie.

Dans le but de former les personnes participantes des écoles membres du programme, un webinaire sur l'éducation relative à l'environnement a été présenté à l'automne 2021. Le webinaire a également permis de présenter en détail le programme et ses outils.

7.3 Programme Cégep Vert du Québec

Depuis près de 20 ans, le programme Cégep Vert du Québec favorise l'engagement et l'implication d'une population collégiale qui intègre l'éducation relative à l'environnement et à la gestion durable. Le programme Cégep Vert du Québec offre des outils et une reconnaissance pour une gestion plus durable dans les établissements. Il invite à la concertation dans une perspective d'amélioration continue et de

développement responsable et viable.

En 2021-2022, le programme Cégep Vert du Québec a reconnu :

- 29 établissements participants, dont 26 certifiés, dans 11 régions du Québec ;
- Plus de 500 actions en environnement ;
- Près de 45 000 personnes touchées par les activités.

Avec les aléas de la pandémie, la dernière année n'a pas été de tout repos, mais cela n'a pas empêché les cégeps et les collèges membres du réseau Cégep Vert du Québec de déployer des projets et des activités en environnement. Parmi les cégeps et les collèges membres du réseau, cinq établissements se sont distingués par leurs initiatives inspirantes et mobilisatrices en éducation relative à l'environnement.

Au collège Montmorency, un toit vert a été aménagé pour accueillir 70 jardinières contenant des tomates, des cornichons, des oignons, des poivrons, de l'aneth et d'autres fines herbes. Les récoltes sont utilisées par les départements de Techniques de diététique et Gestion d'un



« Kuei [Bonjour] tshinashkumitin [merci] pour le partage et cette occasion que vous avez créée pour la rencontre et ces nouveaux ponts. Nous avons toutes et tous appris en se parlant, en échangeant nos points de vue, donc nous sommes tous et toutes un peu plus riches de l'autre. Dans ma pensée spirituelle nous appartenons à la terre qui elle appartient au Créateur qui en prend soin. Il la rendra aussi parfaite qu'au moment de sa création. Le rôle d'enseignant est une mission qui demande patience et amour, consécration et passion et j'ai vu ces forces dans les yeux de nos jeunes et des apprenants réunis ce jour-là. Tshinashkumitin encore. »

—Missinak, (Marie-Émilie Lacroix)



« Tshinashkumitin de m'avoir donné l'occasion de partager avec vous sur ce formidable thème de l'éducation relative à l'environnement et l'éducation autochtone. Tshinishkumitin. »

—Jade Bilodeau, étudiante à la maîtrise en gestion de l'environnement au Centre universitaire de formation en environnement (CUFE)

établissement de restauration, un département dont les cours génèrent de grandes quantités de nourriture. Les surplus sont distribués aux personnes étudiantes dans le besoin et à un organisme de quartier afin d'éviter le gaspillage alimentaire.

Le cégep de Shawinigan a organisé un quiz intercollégial sur l'environnement qui a permis d'acquérir des connaissances sur le sujet, mais aussi de briser l'isolement social en rassemblant 1 200 personnes provenant de 40 cégeps et collèges. Le cégep de l'Abitibi-Témiscamingue a mis en place le « Concours l'ÉCOlogique », par lequel on encourage les jeunes à trouver une solution pour l'amélioration d'une problématique environnementale vécue au cégep. Des bourses sont offertes pour la réalisation des deux projets gagnants.

Le cégep du Vieux Montréal a organisé une semaine sur la thématique « Pour une autre suite du monde ». L'objectif était de sensibiliser la communauté collégiale aux enjeux de la crise écologique et d'approfondir ses réflexions.

Le collège Ahuntsic a reçu une mention pour deux initiatives inspirantes. Le collège a créé un service clé en main pour faciliter l'organisation de cours en plein air et de classes extérieures. Il a aussi intégré formellement les enjeux environnementaux dans le cours « Défis sociaux et transformation des sociétés ».

Plusieurs fois dans l'année, les membres du réseau Cégep Vert du Québec se réunissent dans un double objectif de formation et de partage de bonnes pratiques. ENvironnement JEUnesse et le cégep du Vieux Montréal ont ainsi lancé une invitation à l'ensemble du réseau Cégep Vert du Québec pour aborder la mobilité durable, l'éducation relative à l'environnement et l'éducation autochtone. Une cinquantaine de personnes ont répondu à l'invitation le 18 février 2022.

7.4 Concours de recyclage de piles

Les piles usagées sont des déchets électroniques extrêmement nocifs pour l'environnement lorsqu'elles ne sont pas éliminées adéquatement.



Au collège Montmorency, le projet de toit vert a vu le jour suite à une collaboration des départements de Techniques de diététique, de Gestion d'un établissement de restauration et de Paysage et commercialisation en horticulture ornementale.

Selon le plus récent bilan de RECYC-QUÉBEC, seulement 54 % des piles rechargeables et à peine 45 % des piles à usage unique sont récupérées au Québec. Le concours de recyclage de piles organisé par ENvironnement JEUnesse et Appel à Recycler a permis de récupérer plus de 160 tonnes de piles et de batteries depuis 2016, c'est énorme !

En plus des effets positifs directs d'une élimination sécuritaire des piles et des batteries, ENvironnement JEUnesse soutient la réalisation de projets environnementaux avec 18 bourses et prix de participation.

À la clôture de l'édition 2020-2021 du concours, l'école primaire St-Patrick à Thetford Mines remportait le grand prix de 2 000 \$ pour son impressionnante collecte de 2,9 tonnes de piles usagées. Depuis les débuts de sa participation, les collectes des élèves de l'école représentent près de 13,5 tonnes !

La région du Bas-Saint-Laurent se démarque avec quatre écoles et cégeps qui figurent en première et deuxième place de leur catégorie. En tout, le cégep de Matane, l'école de Sainte-

Luce, l'école primaire Lanouette à St-Antonin et l'école secondaire Armand-St-Onge à Amqui ont collecté près de 2,5 tonnes de piles.

Tout au long du concours, cinq prix de participation sont tirés au hasard parmi les établissements ayant remis des boîtes de collecte de piles. Grâce à ces prix, le cégep de Shawinigan, le collège Jean-de-Brébeuf et l'école Saint-Grégoire-le-Grand ont pu investir dans des projets d'agriculture urbaine notamment.

Le concours de recyclage de piles permet également de faire réfléchir les jeunes aux impacts que leurs déchets électroniques en fin de vie peuvent avoir sur l'environnement.

Pour la 4^e année consécutive, Appel à Recycler reconnaît ENvironnement JEUnesse comme l'un des 100 meilleurs chefs de file en matière de durabilité. Ce prix honore les organisations qui ont fait d'importantes contributions pour la récupération des piles et qui ont un impact positif sur l'environnement pour les générations futures.

8. Partenariats et collaborations

Partenaires financiers

Secrétariat à la jeunesse
Ministère de l'Éducation
Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
Caisse de dépôt et de placement du Québec
Fondation Chamandy
Appel à Recycler
Fondation familiale Trottier
MRC de Vaudreuil-Soulanges
Beatrice Enid Patterson Foundation Fund (Fondation du Grand Montréal)

Collaborations

Cégep du Vieux Montréal
Coop Incita
Jeux WASA
Réseau des femmes en environnement
Trudel Johnston & Lespérance

Crédits photo

Mathieu B. Morin : pages 1, 2, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11 (jeune au micro), 13, 15, 23 et 32
Jean-François Veilleux : page 3 (Catherine Gauthier), 14, 16 et 31
Julie Durocher : page 3 (Loïc de Fabritus Gautier)
Nhattan Nguyen | Indigenous Climate Action : pages 17, 20 et 21
Mathias Elle | Unsplash : page 19
Catherine Gauthier : pages 22 et 24
Jean-Christophe Blanchet : page 27 (Nicolas Busque)



 Environnement
Jeunesse